

L'Europe en transition

Entretien avec Herman van Rompuy

●●● **François Euvé sj**, Paris, directeur de « Etudes »
Jan Koenot sj, Anvers, ancien directeur de « Streven »

Face à l'internationalisation de l'économie, aux crises financières et migratoires, aux mouvements nationalistes, le projet européen bat de l'aile. Herman van Rompuy interpelle les Eglises pour qu'elles jouent leur rôle dans la consolidation de celui-ci. Car son expérience et son analyse le confirment dans cette conviction : l'Europe garde son sens et il faut la défendre.

Economiste de formation, Herman van Rompuy s'est engagé dans le parti Chrétiens-démocrates et flamands. Après avoir été brièvement Premier ministre de la Belgique, il a été nommé fin 2009 premier président du Conseil permanent de l'Union européenne, poste qu'il a occupé jusqu'en 2014.

François Euvé : *Quels ont été les moments forts de votre présidence ?*

Herman van Rompuy : « A vrai dire, le moment le plus fort, le plus émouvant que j'ai vécu n'a à voir ni avec la politique ni avec la gestion du Conseil européen. Ce fut la remise du prix Nobel de la paix à l'Union européenne (UE), en 2012, à Oslo. On touchait là à la raison d'être de l'UE. Il est important de se souvenir, en particulier dans cette période de désorientation et d'angoisse, que le projet de l'UE est un projet de paix.

Quels ont été, à vos yeux, les principaux apports de l'UE ?

« Je le souligne à nouveau : la raison d'être de l'UE est, et reste, la paix. C'est d'autant plus important que nous sommes entourés aujourd'hui par des

zones de guerre : en Ukraine (9000 morts), en Syrie (au moins 250 000 morts), etc. La vieille Europe connaît la paix depuis 70 ans, mais elle est encerclée par la guerre. Notre voisinage n'est pas la mer du Nord, mais bien davantage la Méditerranée, "notre mer" (*mare nostrum*). On a tendance à l'oublier. Comment a-t-on pu imaginer que les quatre millions de réfugiés fuyant la guerre en Syrie pourraient rester loin de chez nous ?

» Notre propre histoire est tissée d'épisodes violents. J'ai été récemment à Paderborn, cette ville allemande où Charlemagne a rencontré, en 799, le pape Léon III pour conclure avec lui un accord : la protection temporelle contre le couronnement impérial. J'ai réalisé ce qu'avait signifié pour cette région la guerre de Trente ans (1618-1648) qui opposait les catholiques aux protestants : des populations de villages entiers ont été massacrées ; la population allemande a diminué d'au moins 40 %. Ce conflit peut être rapproché de ce qui se passe actuellement entre sunnites et chiites. Autrement dit, ce que d'autres pays connaissent aujourd'hui, nous l'avons connu en Europe, avec une cruauté tout à fait comparable.

» En deuxième lieu, l'Europe est un projet de prospérité. Dans l'esprit des pères fondateurs cependant, l'économie n'était qu'un instrument, un moyen d'assurer l'interdépendance entre des pays ; leurs intérêts communs permettraient de prévenir des guerres. L'existence de l'UE a d'ailleurs été l'une des causes de la chute du mur de Berlin et de la fin du communisme en Europe. Les populations de l'Est savaient que, de l'autre côté du Rideau de fer, les gens jouissaient de la liberté, de la paix et de la prospérité. Et qu'une fois entrées dans l'UE, il n'y aurait pas de retour en arrière possible. Cela avait déjà été le cas pour les pays qui avaient connu le fascisme, l'Espagne, le Portugal, la Grèce. Une fois rattachés à l'UE, ils se sont ancrés dans la démocratie.

» Cela montre qu'il y a bien une Europe des valeurs et que la paix est une valeur en tant que telle. »

Jan Koenot : *L'économie sociale de marché est présentée comme une valeur européenne. Or l'économie mondiale, soumise à la financiarisation, n'est plus conforme à ce standard et défait le tissu social. Y a-t-il un pouvoir politique encore capable de contrer cet impérialisme économique ?*

« Cette question nécessiterait une longue réponse nuancée (mon éducation chez les jésuites¹ m'a appris le sens de la nuance...). Il est intéressant de comparer la situation européenne avec celle d'autres régions du monde, comme les Etats-Unis ou les pays asiatiques. Dans le domaine de la protection sociale, de ce que l'on appelle

l'"Etat-providence", l'Europe fait figure d'exception. En Belgique, les dépenses publiques représentent encore la moitié du PIB, et le coefficient de Gini, qui est utilisé pour mesurer le taux d'inégalité des revenus dans un pays, n'a pas bougé ces dix dernières années dans l'UE, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis.

» L'économie sociale de marché, que nos pays ont mis en œuvre depuis la fin de la guerre, représente donc une correction de l'économie libérale de marché. L'un des moyens utilisés a été le renforcement du pouvoir de l'Etat, et l'un des outils, le domaine fiscal et parafiscal.

» Aujourd'hui, cela ne suffit plus, car l'économie s'est organisée sur le plan international. De nombreux mouvements financiers échappent au contrôle des Etats, et de grandes multinationales échappent aux impôts dans les pays où elles sont implantées. Mais les Etats européens ont réagi, contre Google et Facebook par exemple, comme ils l'avaient fait auparavant à l'encontre d'IBM. L'Europe dispose à

Remise du prix Nobel pour la paix 2012, à Herman van Rompuy, José Manuel Barroso et Martin Schulz



1 • Au Collège Saint-Jean-Berchmans de Bruxelles.

présent des instruments nécessaires. Pendant toute une période, nous avons été trop indulgents car nous voulions attirer les investissements étrangers pour favoriser l'emploi. Nous sommes aujourd'hui davantage conscients que les stratégies qui permettent d'échapper à l'impôt sont indéfendables. Une action correctrice de la part du pouvoir politique est nécessaire.

» Prenons d'autres exemples. Avec l'OCDE, nous avons mis en place, il y a trois ans, un système d'échange automatique de données financières : si quelqu'un a un compte à l'étranger ou un portefeuille d'actifs, l'information doit être communiquée aux instances du pays dont il est originaire pour permettre une taxation. Et pour lutter contre la spéculation financière, l'UE a organisé une union bancaire qui permet une supervision des banques nationales par la banque centrale européenne. Il faudrait cependant dépasser la dimension européenne et agir au niveau de l'OCDE, du FMI.

» Le système de la mondialisation ne disparaîtra pas, mais il faut instaurer des correcteurs pour en réduire les excès. »

François Euvé : *Parallèlement à cette internationalisation, on assiste dans nombre de pays à un phénomène de renationalisation, qui se manifeste par la montée de partis nationalistes, et de régionalisation (Catalogne, Ecosse, Corse, etc.). Serait-ce une régression à l'égard du projet européen, l'indice d'un malaise ?*

« L'Europe est à la fois un espace et un lieu. Elle est devenue un espace de libre circulation des personnes, des biens et des services. Le programme

Erasmus, par exemple, a permis à des millions de jeunes d'étudier à l'étranger et de développer ainsi leur personnalité. Mais c'est aussi un lieu, car chacun désire avoir un chez-soi, être protégé, se sentir en sécurité. Or, depuis le début de sa construction, l'Europe a surtout développé le premier volet. Aujourd'hui encore, abattre les frontières et créer un espace commun reste pour elle un enjeu essentiel, qui s'étend à des domaines aussi divers que l'énergie, les télécommunications ou l'économie digitale. Mais la situation change. La mondialisation met en difficulté l'Etat-providence et la crise oblige les institutions européennes à jouer un nouveau rôle.

» Pendant plusieurs décennies, l'Europe a été synonyme d'ouverture, de libération, d'émancipation, d'acquisition de puissance ; elle apparaît aujourd'hui comme une instance d'ingérence, de jugement, de prescription, d'imposition, de correction et même de punition... Elle qui était perçue comme ouvrant de nouvelles possibilités est maintenant vue par beaucoup comme une intruse non désirée. L'amie de la liberté et de l'espace est devenue une menace pour la protection et le lieu. Et en effet, nous avons négligé le lieu, sous-estimé le besoin d'un chez-soi.

» Il est urgent pour l'Union qu'on ne la voie plus comme un espace qui profite seulement aux entrepreneurs, à ceux qui peuvent se déplacer, qui ont des diplômes et parlent plusieurs langues, mais à tous ses citoyens. Comme l'énonçait Joseph Schumpeter, la vie économique est toujours un processus de "destruction créatrice". L'important est que le solde soit positif, que la création l'emporte sur la destruction. »

Comment voyez-vous le rôle des Eglises, qui ont à la fois une dimension nationale et une dimension internationale, en particulier l'Eglise catholique ? Beaucoup de chrétiens se sont trouvés parmi ceux qui ont initié le projet européen.

« La renaissance de l'idée européenne après la Seconde Guerre mondiale est en effet largement due - mais non exclusivement - au monde chrétien. Le projet de réconciliation a été soutenu par les grands leaders chrétiens d'alors. C'était particulièrement évident pour l'Europe des Six, car plusieurs de ces pays avaient été en guerre les uns contre les autres. Par la suite, l'Europe a intégré d'autres Etats, qui lui donnent depuis une plus grande dimension multiculturelle et multi-religieuse. Ainsi il ne faut pas oublier la présence de plusieurs millions de musulmans en Europe.

» J'ai le sentiment que l'Eglise catholique a du mal à accepter cette évolution de l'Union. Je vois une sorte de désamour entre l'institution catholique et l'UE. L'opinion s'est trop fixée sur le fameux débat de 2004 autour du projet de *Préambule* de la Constitution européenne. Le premier projet parlait des racines de l'Europe en évoquant le monde gréco-romain et les Lumières, sans faire allusion au christianisme. Il

s'agissait d'une véritable falsification historique, et les catholiques ont vigoureusement réagi. Pour les instances romaines, ce fut un choc culturel. Mais le débat a pris une autre direction lorsqu'on a voulu inscrire une référence religieuse dans la Constitution. Très peu de constitutions le font, même dans les pays de forte tradition chrétienne. Il faut reconnaître que si le monde européen est marqué par son passé chrétien, l'Europe chrétienne des siècles passés n'existe plus. Pourtant ce débat continue à faire des remous. Je suis frappé de voir que des gens m'en parlent aujourd'hui encore.

» Il est important que l'Eglise romaine continue à défendre l'idée européenne, particulièrement en ce moment où celle-ci est malmenée, car elle est porteuse de paix et de solidarité. C'est d'ailleurs ce que le pape François a fait, lui qui est Argentin, dans ses discours lors de son voyage à Strasbourg, en novembre 2014.² La tendance est à l'individualisme et aux mouvements séparatistes et nationalistes. C'est d'autant moins le temps de désertier le combat pour la réconciliation et la coopération.

» L'ouverture vers l'autre - pensons à Levinas - est une composante essentielle de la civilisation humaine. Tous les mouvements humanistes ou spiritualistes doivent y contribuer et lutter contre l'élaboration d'une identité négative. Le témoignage du pape est très précieux et entraînant, car il le fait avec une authenticité irremplaçable. »

F. E. et J. K.

2 • Le pape a reçu le 6 mai dernier le Prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle (Allemagne), remis chaque année depuis 1950 à des personnalités qui s'engagent pour l'unité européenne. Face à la crise de solidarité que traverse l'Europe, l'autorité morale du pape François permet de rappeler l'idéal des pères fondateurs de l'Union, à savoir « ce qui nous unit et non ce qui nous divise », ont expliqué les présidents du Parlement, de la Commission et du Conseil de l'Europe lors de la cérémonie. (n.d.l.r.)